RCS : MACON
Code greffe : 7106

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MACON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 00454
Numéro SIREN : 901 182 980
Nom ou dénomination : ABL Formation

Ce dépôt a été enregistré le 03/12/2022 sous le numéro de dépôt A2022/003323

ABL Formation

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

au capital de 1 000 €

1380, Route de la Serpenteuse
Le Gordet
71250 BUFFIERES

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 01/11/2022

Le 01/11/2022, à 14h40, AUBLANC Sandrine, associé unique de la société ABL Formation demeurant 1380 Route de la Serpenteuse – 71250 BUFFIERES, Président, a pris les décisions suivantes :

- Modification de l'objet de l'entreprise
- Définition de la raison d'être de l'entreprise à mission
- Pouvoir aux fins d'accomplir les formalités

PREMIERE DECISION – MODIFICATION DE L'OBJET DE L'ENTREPRISE

AUBLANC Sandrine, associé unique, décide d'ajouter « enseignement supérieur » à l'objet de l'entreprise, à compter du 01/11/2022 :

L'article 3 « OBJET » des statuts est donc modifié comme suit :

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- **Enseignement supérieur, secondaire, technique ou professionnel de tous apprenants en formation initiale, continue ou en apprentissage, animations de classes ou d'ateliers, et ce pour tous établissements publics ou privés, de nature commerciale ou non dans tous lieux extérieurs et intérieurs ;**

Les autres informations figurant dans l'article demeurent inchangées.

DEUXIEME DECISION – MODIFICATION DE LA NUMEROTATION DES ARTICLES

AUBLANC Sandrine, associé unique, décide de modifier la numérotation des articles, à partir de « l'article 4 » et à compter du 01/11/2022 :

La numérotation des articles est donc modifiée comme suit :

ARTICLE 4 - DEFINITION DE LA MISSION DE L'ENTREPRISE
ARTICLE 5 – SIEGE SOCIAL
ARTICLE 6 – DUREE
ARTICLE 7 – APPORTS
ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL
ARTICLE 9 – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL
ARTICLE 10 – REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL
ARTICLE 11 – FORME DES ACTIONS
ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS
ARTICLE 13 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS
ARTICLE 14 – NUE PROPRIETE – USUFRUIT
ARTICLE 15 – COMPTES COURANTS
ARTICLE 16 – CESSION OU TRANSMISSION DES ACTIONS
ARTICLE 17 – PRESIDENCE
ARTICLE 18 – POUVOIRS DU PRESIDENT
ARTICLE 19 – DIRECTEUR GENERAL
ARTICLE 20 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE DISPOSANT D'UNE FRACTION DES DROITS DE VOTE SUPERIEURE A 10 %
ARTICLE 21 – COMMISSAIRE AUX COMPTES
ARTICLE 22 – DECISIONS NECESSITANT L'ACCORD DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES – FORME DES DECISIONS
ARTICLE 23 – CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES
ARTICLE 24 – ORDRE DU JOUR
ARTICLE 25 – ADMISSION AUX ASSEMBLEES – POUVOIRS
ARTICLE 26 – TENUE DE L'ASSEMBLEE – BUREAU – PROCES-VERBAUX
ARTICLE 27 – QUORUM – VOTE
ARTICLE 28 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ARTICLE 29 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
ARTICLE 30 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES
ARTICLE 31 – EXERCICE SOCIAL
ARTICLE 32 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS
ARTICLE 33 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES
ARTICLE 34 – MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES
ARTICLE 35 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL
ARTICLE 36 – TRANSFORMATION
ARTICLE 37 – DISSOLUTION – LIQUIDATION
ARTICLE 38 – CONTESTATIONS

Les autres informations figurant dans les articles demeurent inchangées.

TROISIEME DECISION – DEFINITION DE LA RAISON D'ÊTRE DE L'ENTREPRISE

AUBLANC Sandrine, associé unique, décide de mettre en place une raison d'être à l'entreprise et de définir l'entreprise comme « entreprise à mission » à compter du 01/11/2022 au sens de l'article 1835 du Code civil :

L'article 4 « DEFINITION DE LA MISSION DE L'ENTREPRISE» des statuts est donc modifié comme suit :

Dans le cadre de ses activités, ABL Formation souhaite s'engager dans une démarche sociétale en devenant une société à mission. La raison d'être de l'entreprise au sens de l'article 1835 du Code civil est définie selon la phrase : **« Partager des connaissances actualisées et développer des compétences dans les « métiers de la paie » en limitant l'impact environnemental»**.

La société s'engage à œuvrer pour un partage ouvert des connaissances et un développement des compétences envers les citoyens en matière de gestion de la paie, administration du personnel et droit du travail. Ses activités se déroulent avec la préoccupation de minimiser l'impact environnemental des actions.

Les objectifs sociétaux se déclinent en matière d'information et de formation. ABL Formation s'engage à offrir gratuitement des présentations publiques accessibles sur le WEB pour apporter des informations actualisées aux citoyens. ABL formation s'engage à apporter des compétences précises et de haut niveau en matière de gestion de la paie, administration du personnel et droit du travail et à certifier ces compétences selon les référentiels RNCP et RS. Ces connaissances sont accessibles au plus grand nombre, ABL Formation permet à chacun d'atteindre le niveau souhaité par ses suites de formations.

Les objectifs environnementaux se déclinent en matière de minimisation des impacts en matière d'émission de CO2 et d'utilisation des ressources. En particulier on minimisera les déplacements des personnels et des apprenants et les impressions sur papier. On s'attachera aussi à travailler autant que possible avec des plateformes engagées dans la minimisation de l'impact écologique.

Dans le cadre de ses activités, ABL Formation s'engage à mener à bien ses missions selon ces engagements et en visant ces objectifs. La direction de l'entreprise veillera au respect de ces objectifs tout au long de ses activités. Pour cela elle coconstruira ses activités avec ses équipes dans le souci du respect des engagements pris.

Les impacts seront évalués périodiquement par le comité de mission lors des réunions d'équipe dont un PV sera rédigé. Il contiendra des données sur les indicateurs, des décisions sur les directions à prendre dans le cadre des activités. Des indicateurs reconnus peuvent être employés s'ils se révèlent pertinents comme le bilan carbone, l'analyse du cycle de vie, etc… Par ailleurs un OTI sera chargé de la vérification que les actions de la société ABL Formation sont bien conformes avec la Mission.

QUATRIEME DECISION – POUVOIR EN VUE D'ACCOMPLIR LES FORMALITES

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer les formalités légales afférentes aux décisions adoptées ci-dessus.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique et consigné dans le registre spécial prévu par la Loi.

FAIT EN QUATRE EXEMPLAIRES ORIGINAUX à BUFFIERES
Le 01 novembre 2022

Mme Sandrine AUBLANC



ABL Formation

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

au capital de 1.000 €

1380, Route de la Serpenteuse
Le Gordet
71250 BUFFIERES

STATUTS

TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1 – FORME

Par les présentes, l'associée fondatrice décide de constituer une Société par Actions Simplifiée régie par :

- les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce ;
- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225-17 à L. 225-126 du Code de Commerce et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil ;
- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme, qu'elle compte un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 – DENOMINATION

La dénomination sociale est :

ABL Formation

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 3 – OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- **Enseignement supérieur, secondaire, technique ou professionnel de tous apprenants en formation initiale, continue ou en apprentissage, animations de classes ou d'ateliers, et ce pour tous établissements publics ou privés, de nature commerciale ou non dans tous lieux extérieurs et intérieurs ;**
- La représentation, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la location de tous matériels se rattachant directement ou indirectement aux activité pré citées,
- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds, la prise de bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rattachant directement ou indirectement aux activités spécifiées ;
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes les opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de société nouvelle, d'apports en commandite, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance ou d'association en participation ou autrement,

- et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

ARTICLE 4 – DEFINITION DE LA RAISON D'ÊTRE DE L'ENTREPRISE

Dans le cadre de ses activités, ABL Formation souhaite s'engager dans une démarche sociétale en devenant une société à mission. La raison d'être de la société est définie selon la phrase : **« Partager des connaissances actualisées et développer des compétences dans les « métiers de la paie » en limitant l'impact environnemental»**.

La société s'engage à œuvrer pour un partage ouvert des connaissances et un développement des compétences envers les citoyens en matière de gestion de la paie, administration du personnel et droit du travail. Ses activités se déroulent avec la préoccupation de minimiser l'impact environnemental des actions.

Les objectifs sociétaux se déclinent en matière d'information et de formation. ABL Formation s'engage à offrir gratuitement des présentations publiques accessibles sur le WEB pour apporter des informations actualisées aux citoyens. ABL formation s'engage à apporter des compétences précises et de haut niveau en matière de gestion de la paie, administration du personnel et droit du travail et à certifier ces compétences selon les référentiels RNCP et RS. Ces connaissances sont accessibles au plus grand nombre, ABL Formation permet à chacun d'atteindre le niveau souhaité par ses suites de formations.

Les objectifs environnementaux se déclinent en matière de minimisation des impacts en matière d'émission de CO2 et d'utilisation des ressources. En particulier on minimisera les déplacements des personnels et des apprenants et les impressions sur papier. On s'attachera aussi à travailler autant que possible avec des plateformes engagées dans la minimisation de l'impact écologique.

Dans le cadre de ses activités, ABL Formation s'engage à mener à bien ses missions selon ces engagements et en visant ces objectifs. La direction de l'entreprise veillera au respect de ces objectifs tout au long de ses activités. Pour cela elle coconstruira ses activités avec ses équipes dans le souci du respect des engagements pris.

Les impacts seront évalués périodiquement par le comité de mission lors des réunions d'équipe dont un PV sera rédigé. Il contiendra des données sur les indicateurs, des décisions sur les directions à prendre dans le cadre des activités. Des indicateurs reconnus peuvent être employés s'ils se révèlent pertinents comme le bilan carbone, l'analyse du cycle de vie, etc… Par ailleurs un OTI sera chargé de la vérification que les actions de la société ABL Formation sont bien conformes avec la Mission.

ARTICLE 5 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

1380, Route de la Serpenteuse
Le Gordet
71250 BUFFIERES

Il peut être transféré en tout autre endroit dans le même département sur simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Le transfert du siège social dans un autre département ne peut être décidé que par l'associée unique ou par décision collective des associés statuant aux conditions des assemblées générales extraordinaires.

ARTICLE 6 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés ou de l'associée unique.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 7 – APPORTS

Le capital social est constitué par des apports en numéraire pour un montant total de :
MILLE EUROS, souscrits par :
- Mme Sandrine Chantal NICAISSE épouse AUBLANC
pour la somme de 1.000 €
Entièrement libérés

TOTAL EN NUMERAIRE 1.000 €
(Mille euros)

Cette somme de 1.000 € a été, dès avant ce jour, déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation au Crédit Mutuel, Agence de Charnay-les-Mâcon - 71850 – 75 Grande Rue de la Coupée. Elle ne pourra en être retirée avant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Monsieur Patrice AUBLANC, conjoint commun en biens de Madame Sandrine NICAISSE épouse AUBLANC, associée unique, apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir été précédemment averti de cet apport, de ses modalités et des moyens de sa réalisation, ayant reçu à cet égard une complète information.

Monsieur Patrice AUBLANC déclare ne pas vouloir être personnellement associé et reconnaît exclusivement cette qualité à son conjoint pour la totalité des actions de capital créées en représentation des apports qu'il a effectués.

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de mille euros (1 000 €).

Il est divisé en dix actions (10) de cent euros (100 €) de valeur nominale, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 9 – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision des associés.

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Président, sera seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque associée peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

ARTICLE 10 – REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés ou décision de l'associée unique qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés, sauf décision unanime de ceux-ci.
La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 11 – FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en comptes « nominatifs purs » ou « nominatifs administrés », selon les modalités du « régime simplifié » prévues par le « cahier des charges des émetteurs – teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM » approuvé par la Direction du Trésor, par la société au nom de chaque associée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur sur les sociétés commerciales pour les sociétés anonymes.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1- Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.
2- Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
3- Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.
4- Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

ARTICLE 13 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

En cas de pluralité d'associés, les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

ARTICLE 14 – NUE PROPRIETE – USUFRUIT

Le droit de vote appartient au nu propriétaire dans les assemblées générales ordinaires et dans les assemblées générales extraordinaires sauf en ce qui concerne les délibérations liées à l'affectation des résultats, dans cette hypothèse seulement, le droit de vote appartient à l'usufruitier.
Cependant les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.
Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire aura le droit de participer avec une voix consultative aux assemblées générales.

ARTICLE 15 – COMPTES COURANTS

Outre les apports, l'associée unique ou les associés dont les actions sont intégralement libérées pourront verser ou laisser à disposition de la société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associée concerné.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs.

La société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

Les sommes mises ainsi à la disposition de la société sont rémunérées jour par jour au taux admis par l'Administration Fiscale pour sa déductibilité.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 16 – CESSION OU TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des associés titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte de l'associée cédant au compte de l'associée cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le représentant légal de l'associée cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et parafé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

Les cessions sont librement consenties.

TITRE IV

DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 – PRESIDENCE

Désignation

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non associée de la Société désignée par décision collective des associés statuant selon les règles des assemblées générales ordinaires ou décision de l'associée unique.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci est représentée par son représentant légal, personne physique, sauf si la personne morale désigne une autre personne spécialement habilitée à le représenter.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président est fixée par les associés lors de sa nomination.

Le Président peut être révoqué à tout moment, par décision de l'associée unique ou par décision collective des associés statuant aux conditions des assemblées générales ordinaires. La décision de révocation peut ne pas être motivée.

Rémunération

La rémunération du Président est définie par le ou les associés statuant aux conditions des assemblées générales ordinaires.

ARTICLE 18 – POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts aux associés.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'il ne soit prouvé » que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par les dispositions légales et les présents statuts.

Le Président est l'organe social duquel la représentation du personnel exerce, le cas échéant, les droits qu'elle tire des dispositions législatives et réglementaires.

ARTICLE 19 – DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Le Président peut se faire assister d'un Directeur Général, personne morale ou personne physique.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci est représentée par son représentant légal, personne physique, sauf si la personne morale désigne une autre personne spécialement habilitée à la représenter.

Le directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.
Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président.

La révocation des fonctions du Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de sa nomination par le Président.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue par l'article 19 des statuts.

Pouvoirs

Les pouvoirs du Directeur Général seront définis par la décision procédant à sa nomination, conformément à l'article L. 227-6 du Code du Commerce.

ARTICLE 20 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE DISPOSANT D'UNE FRACTION DES DROITS DE VOTE SUPERIEURE A 10 %

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et ses dirigeants (Président ou Directeur Général) ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code du Commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L. 227-10 du Code de Commerce.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précédent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Toutefois, ces conventions sont communiquées au Commissaire aux Comptes (s'il a été désigné) et tout associée a le droit d'en obtenir communication, sauf si, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties.

Les interdictions prévues par l'article L. 225-43 du code du Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article aux dirigeants ou à l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 4 % ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce.

Par dérogation au premier paragraphe, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par des personnes interposées entre la société et ses dirigeants ou l'associée unique ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code du Commerce.

ARTICLE 21 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sous réserve du franchissement des seuils fixés par décret et instituant l'obligation de la nomination du commissaire aux comptes, la collectivité des associés (ou de l'associée unique) désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par le Code de Commerce, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 22 – DECISIONS NECESSITANT L'ACCORD DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES – FORME DES DECISIONS

21.1 – Décisions nécessitant l'accord de l'associée unique ou de la collectivité des associés

L'associée unique ou la collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- nomination des Commissaires aux Comptes ;
- nomination et révocation du Président et fixation de sa rémunération ;
- approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices ;
- transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- décision nécessitant, en application de l'article L. 227-19 du Code du Commerce, l'accord unanime des associés.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

21.2 – Forme des décisions

Les décisions de l'associé s'il n'en existe qu'un, ou des associés sont, au choix du Président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé signé par l'ensemble des associés.

Sous réserve des dispositions contraires prévues aux présents statuts :

- les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts ;
- les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou à autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les associés, même absents.

ARTICLE 23 – CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

1 - Assemblées

Les assemblées générales peuvent être convoquées par le Président ou par un ou plusieurs associés représentant plus de 25 % des actions composant le capital social de la Société.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 15 jours avant la date de l'assemblée par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en mains propres.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

2 - Consultations écrites

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception ou par lettre simple, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés ;
- la date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les quinze jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le quinzième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

3 - Téléconférences

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des représentants des associés sont conservées au siège social.

ARTICLE 24 – ORDRE DU JOUR

1 – L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 – Un ou plusieurs associés, représentant au moins 25 % du capital social, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

ARTICLE 25 – ADMISSION AUX ASSEMBLEES – POUVOIRS

1- Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte en son nom.
2- Un associé peut se faire représenter que par son conjoint ou un autre associé justifiant d'un mandat.
3- Les pouvoirs peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite et notamment par télécopie.

ARTICLE 26 – TENUE DE L'ASSEMBLEE – BUREAU – PROCES-VERBAUX

1 – Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Toutefois, en cas d'associée unique ou si la Société ne comporte que deux associés, seul le registre pourra être émargé.
2 – Les assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le Président.
A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

3 – Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire ou les associés présents et établis sur un registre spécial conformément au Code de Commerce. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

Les décisions prises par l'associée unique sont également répertoriées dans un registre.

ARTICLE 27 – QUORUM – VOTE

1 – Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social déduction faite, le cas échéant, des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions du Code de Commerce.

2 – Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, en cas de démembrement d'actions, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

3 – Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

4 – Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, dont la nature et les conditions d'application sont conformes à la réglementation en vigueur pour les sociétés anonymes.

ARTICLE 28 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture d'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 50 % des actions composant le capital social de la Société.

Un quorum du quart est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

En cas d'associée unique, ce dernier doit également statuer sur les comptes et l'affectation des résultats dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 29 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1 – L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un groupement d'actions régulièrement effectué.

2 – L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, deux tiers et, sur deuxième convocation, 50% des actions composant le capital social de la Société.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

ARTICLE 30 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associée a le droit d'obtenir, avant toute consultation prise en assemblée ou autrement, communication de tout document, de quelque nature que ce soit, jugé nécessaire pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 31 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social commencera à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 31 décembre 2021.

ARTICLE 32 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par le Code de Commerce.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables et prévisionnels dans les conditions prévues par le Code de Commerce.

Tous ces documents sont mis, le cas échéant, à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 33 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures, de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont normalement prélevés sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites au poste report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 34 – MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associée pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application du Code de Commerce ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune restitution de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.
L'action en restitution est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VII

CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 35 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par le code de Commerce, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en et de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Les associés ou l'associée unique sont tenus dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

ARTICLE 36 – TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions légales.

La décision de transformation est prise sur le rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

ARTICLE 37 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par le Code de commerce, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'assemblée générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 38 – CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant les cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la Société et l'associée unique ou les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

FAIT EN QUATRE EXEMPLAIRES ORIGINAUX à BUFFIERES
Le 01 novembre 2022

Mme Sandrine AUBLANC

M. Patrice AUBLANC
(1)

(1) Mention manuscrite
« déclare renoncer à devenir personnellement associé »